Aurélie de retour au Cameroun, trois ans après

Après un service civique effectué à l'hôpital de Bafia, Aurélie, infirmière de formation, a éprouvé le besoin de revenir sur place. Elle témoigne dans cette lettre, à son retour d'une nouvelle mission courte avec le Défap.



De gauche à droite : Célin Nzambe, Aurélie, Mme Nzambe, Charline (nouvelle envoyée du Défap au Cameroun) © Défap

Après deux ans et demi, je ressens l'envie de repartir en Afrique. Après des échanges avec le Défap, et quelques mois, me voici avec un billet d'avion en direction du Cameroun. Le Cameroun, pays où j'ai passé 9 mois en service civique. S'entremêlent deux émotions : de l'excitation et de

l’appréhension. Comment va se dérouler mon retour après ces années ? Cela va-t-il être comme mon premier séjour ? Comment va être l’hôpital de Djoungolo ?

Lors de ma visite de l’hôpital de l’EPC à Djoungolo (Yaoundé), je ne peux m’empêcher de comparer avec l’hôpital de Messangssang à Bafia.

L’Hôpital de Djoungolo est grand… très grand. Il y a différents services et des équipes qui y sont rattachées. Un service d’hospitalisation, d’autres de maternité, de consultation prénatale (CPN), de vaccination ; un bloc opératoire, un centre de prélèvement, un laboratoire, une pharmacie, une morgue, des salles de réunions, une blanchisserie, et des bâtiments de Médecins sans Frontières…

Les liens avec l’Europe sont multiples. L’hôpital de Yaoundé a été choisi comme hôpital de référence pour le Covid-19. Quatre bâtiments ont été construits par MSF pour accueillir les patients atteints par cette pandémie. La vaccination est également présente sur l’hôpital et en stratégie avancée. Du personnel embauché par MSF, va dans les quartiers de Yaoundé pour sensibiliser et vacciner.



Un aperçu de l'hôpital de Djoungolo © Aurélie Chomel / Défap

« Malgré tout ce qu'il a vécu, Célin continue de donner et donner encore »

Des médecins français viennent également donner de leur temps, et des campagnes sont organisées. « EYE DO IT », une ONG, viendra au cours du mois de mars pour une semaine, faire une campagne ophtalmologique.

La différence avec l'hôpital de Bafia est évidente. Elle reflète la différence entre Yaoundé, capitale administrative et Bafia, ville de la région du centre d'environ 60 000 habitants. A L'hôpital de Messangssang, le personnel était moins important, les services étaient tous à proximité. Tous n'étaient pas cloisonnés, tout le monde travaillait en hospitalisation, en maternité, au bloc opératoire et en CPN.

Le point commun entre ces hôpitaux : Dr Célin NZAMBE. Il était

médecin-chef à Bafia, et maintenant il a la même fonction dans l'hôpital de Djoungolo. Il a, dans les deux cas, fait revivre ces hôpitaux. J'ai vraiment ressenti qu'il est apprécié dans son travail car il a le désir de maintenir à flot l'hôpital pour le bien-être des patients qui y sont accueillis, et également pour le personnel. Célin est un homme qu'on n'oublie pas… A Bafia, on le reconnaissait dans la rue. Les patients souhaitaient même se déplacer à Yaoundé pour être auscultés par Dr NZAMBE. Malgré tout ce qu'il a vécu, Célin continue de donner et donner encore. Je suis admirative. Je me demande parfois d'où il puise toute cette énergie.

Ce séjour au Cameroun fut riche en émotions : des retrouvailles, de nouvelles expériences, de nouvelles rencontres. Un peu de frustration face à mon envie de faire partie d'un tout, de mettre en place des choses, de créer des amitiés.

Une mission courte mais intense, qui ravive en moi le projet de faire un Volontariat de Solidarité Internationale. Merci au Défap et à Célin de me faire confiance.

Retrouvez ci-dessous un témoignage en vidéo d'Aurélie, peu après le retour de sa première mission au Cameroun :

Cameroun : décès de l’ancien Président de l’EEC, Jean Samuel Hendje Toya

Le révérend pasteur Jean Samuel Hendje Toya a succombé à un malaise cardiaque le matin du 15 juin. Il avait été élu Président de l’Église évangélique du Cameroun en 2017 lors du synode de Ngaoundéré. Le 15 décembre 2021, il avait annoncé sa démission et un comité provisoire pour gérer les affaires courantes de l’Église avait été mis en place.



Le révérend pasteur Jean Samuel Hendje Toya © DR

Le Défap a appris avec tristesse le décès de l'ancien Président de l'Église évangélique du Cameroun, Jean Samuel Hendje Toya, tôt le matin du mercredi 15 juin, des suites d'un malaise cardiaque. Son corps a été acheminé au funérarium de l'hôpital régional de Nkongsamba, département du Moungo, dans le Littoral camerounais.

Le pasteur Jean Samuel Hendje Toya avait été élu en 2017 lors du synode de Ngaoundéré. Son élection avait par la suite donné lieu à des contestations en justice. Le 15 décembre 2021, il avait annoncé sa démission et un comité provisoire pour gérer

les affaires courantes de l'Église avait été mis en place. Ce comité était piloté par le Rv. Charles Emmanuel Djike, lui-même décédé depuis quelques semaines.

Le Défap et l'EEC : des liens de longue date

L'Église évangélique du Cameroun est un partenaire de longue date du Défap. L'EEC est issue des actions missionnaires entreprises par des protestants afro-jamaïcains, suivies par plusieurs sociétés de mission : la Baptist Missionary Society, la Mission de Bâle, et la Société des missions évangéliques de Paris – la SMEP, ancêtre du Défap. Le Cameroun faisait ainsi partie des « champs de mission » hérités par la SMEP à l'occasion de l'ébranlement colonial du début du XXème siècle : suite à la défaite allemande de 1918, la SMEP avait été appelée à prendre la relève de la Mission de Bâle et de la Mission baptiste de Berlin. Ne pouvant remplacer les cent douze missionnaires allemands expulsés qui étaient déjà associés à des pasteurs camerounais, la Société des missions évangéliques de Paris avait envoyé sur place quatre missionnaires français. Deux d'entre eux, Franck Christol et Élie Allégret, devaient fournir par la suite les premiers ouvrages d'information et d'histoire sur la mission du Cameroun.

L'histoire de l'EEC est ainsi intimement liée à celle de la SMEP, et même à la naissance du Défap : le pasteur qui, au cours de l'assemblée générale de 1964, avait interpellé le président de la Mission de Paris, le vénérable pasteur Marc Bœgner, alors âgé de 83 ans, en lui lançant cette citation du prophète Ésaïe : « Monsieur le Président, élargis l'espace de ta tente »… n'était autre que Jean Kotto, alors secrétaire général de l'Église évangélique du Cameroun. Devenue autonome de la Mission de Paris en 1957, l'EEC a été reconnue par l'État camerounais le 14 octobre 1974.

Aujourd'hui, les relations entre l'EEC et le Défap se poursuivent notamment à travers la faculté de théologie de

Ndoungé (où Jean Samuel Hendje Toya avait enseigné), qui est l'institut de formation des pasteurs de l'EEC. Cette faculté accueille par ailleurs des étudiants venant d'autres Églises partenaires. Le Défap a également apporté son soutien au projet de l'Association « Espérance Nord Sud » qui a organisé des voyages d'échange. Et il accueille des boursiers de l'EEC (comme, récemment, Hyppolite Tayo Tayendji).

Appel à la prière pour Haïti

Un message vidéo de François Clavairoly, destiné à marquer le soutien des protestants de France, a été diffusé mardi 14 juin à l'occasion de la 37ème Assemblée Générale de la Fédération Protestante d'Haïti. Les membres de la Plateforme Haïti, mise en place par la FPF et coordonnée par le Défap, ont rédigé un appel à la prière destiné aux paroisses protestantes de France.



Les responsables de la Fédération Protestante d'Haïti réunis lors d'une conférence de presse – FPH

La Fédération Protestante d'Haïti a ouvert, ce mardi 14 juin, sa 37ème Assemblée Générale dans un contexte plus que difficile. La rencontre réunissant des leaders protestants venus de tout le pays avait lieu à l'hôtel Karibe, dans la commune de Pétion-Ville, banlieue aisée de Port-au-Prince, et se déroulait en même temps en visioconférence, pour permettre la participation des partenaires internationaux empêchés de se rendre en Haïti par la violence des gangs. À cette occasion a été diffusé un message vidéo de François Clavairoly pour marquer le soutien de la Fédération protestante de France, et à travers elle de tout le protestantisme français, aux protestants haïtiens. La veille, le vice-président de la FPH, le pasteur Jean Kisomaire Duré, accompagné du trésorier, le pasteur Thony Bristhole, avait tenu une conférence de presse pour rappeler la mission et la vision de la FPH en mettant l'accent sur l'importance d'une unification des ressources chrétiennes de la communauté haïtienne. Le thème de cette

37ème Assemblée Générale étant centré sur l'unité, le vice-président de la Fédération Protestante d'Haïti avait rappelé que cette notion est la base même de la mise en place de la fédération et doit aujourd'hui, plus que jamais, servir de socle pour un redressement de la société haïtienne à travers les valeurs chrétiennes.

Signe de la violence de la crise que traverse la société haïtienne, le Premier ministre Ariel Henry lui-même, intervenant quelques jours plus tôt au 9ème Sommet des Amériques à Los Angeles, avait parlé du recul de la démocratie dans son pays, de la violence aveugle des gangs, de la fuite massive des jeunes et des cadres… « Mon pays fait face actuellement à une insécurité alimentée par des gangs armés qui violent, qui tuent et kidnappent des nationaux aussi bien que des étrangers », avait-il déclaré. « Nos institutions démocratiques se sont effondrées (…) L'instabilité liée à une insécurité insupportable rend illusoire toute velléité de construire un avenir durable, résilient et équitable ». Cette emprise de la criminalité contribue à empirer la désorganisation dont souffre le pays tout entier, en coupant

des voies de communication, en provoquant des pénuries – d'essence, d'eau, d'électricité, de biens de première nécessité – et en empêchant l'action des organisations humanitaires. Durant le mois de mai, au moins 200 enlèvements ont été recensés en Haïti par l'ONU, notamment à Port-au-Prince. Au cours du seul week-end dernier, ce sont pas moins de 38 personnes qui ont été enlevées dans la capitale par un gang, alors qu'elles s'apprêtaient à voyager à bord de deux minibus vers le sud d'Haïti. Elles ont depuis été relâchées, sans que l'on sache si leur liberté avait donné lieu au versement d'une rançon. Depuis le 1er juin 2021, les autorités ont perdu le contrôle du seul accès routier qui relie Port-au-Prince à la moitié sud du pays car, sur l'espace de deux kilomètres, la route nationale est totalement sous la maîtrise de bandes armées. C'est sur cet axe, à la sortie ouest de la capitale haïtienne, que l'enlèvement des 38 personnes s'était produit.

« Personne ne peut se dire à l'abri »

Depuis longtemps, ce sont les Églises qui tentent de pallier les carences de l'État en matière d'action sociale, d'éducation, de protection de l'environnement : autant d'actions cruciales pour Haïti où la profonde crise que traverse le pays frappe d'autant plus durement les plus fragiles. Et si Haïti est considérée comme « zone rouge » par le ministère français des Affaires étrangères, ce qui y limite les voyages aux seuls cas de nécessité absolue, c'est en soutenant ces institutions liées aux Églises qu'il est possible d'aider malgré tout. Pour marquer ce soutien, les membres de la Plateforme Haïti, mise en place par la Fédération protestante de France et coordonnée par le Défap, ont rédigé un appel à la prière lors des cultes du 19 juin, destiné aux paroisses protestantes de France, à l'occasion de la réunion de la FPH. Cet appel a été relayé sur le site de la FPF à travers un **communiqué de presse**. Après une brève présentation du pays, cet appel souligne que « *depuis 2018, la*

situation socio-économique est fortement dégradée avec l'accroissement de la violence et de l'instabilité. L'assassinat du président de la République Jovenel Moise a fragilisé encore plus un pays souffrant déjà d'une profonde crise sociale et économique. Haïti s'enfonce dans la précarité, l'insécurité en raison de l'impuissance du gouvernement et du monde politique à pouvoir s'organiser afin de sortir le pays de la crise et d'une communauté internationale incapable d'accompagner le pays même dans les besoins primaires.

L'insécurité est aujourd'hui telle que personne ne peut se dire à l'abri. Les témoignages qui nous parviennent de nos frères et sœurs sur place, encore largement impliqués dans la recherche d'une sortie de crise tout en subissant les effets de la situation sur la population, nous parlent de violences partout dans le pays, de difficultés d'accès aux biens de première nécessité et tout cela dans un pays lourdement touché par des catastrophes naturelles récurrentes.

Les relations entre les protestantismes haïtien et français se sont formalisées à partir des années 80, suite au nouvel élan pris par la société civile haïtienne à la fin de l'ère Duvalier. Depuis, elles se sont traduites par divers soutiens fraternels, que ce soit dans les domaines politiques, financiers ou opérationnels. En France, la plateforme Haïti de la Fédération protestante de France a été présente aux côtés des Églises, institutions protestantes et de la population haïtienne. Elle rassemble les acteurs du protestantisme français qui sont en lien avec le protestantisme haïtien. La Fédération protestante d'Haïti rassemble environs 120 Églises, œuvres et missions présentes sur l'ensemble du territoire national, ainsi que la Fédération des écoles protestantes en Haïti qui assure la coordination entre les 3 000 écoles protestantes visant à la promotion d'une éducation de qualité. »

L’appel à la prière

Après ce retour sur les conditions dans lesquelles vivent les Haïtiens aujourd’hui, le texte poursuit par l’appel à la prière proprement dit :
« *La plateforme Haïti de la Fédération Protestante de France, lance un appel à la prière en signe de fraternelle communion et de solidarité avec nos frères et nos sœurs d’Haïti qui vivent dans un pays actuellement bouleversé par une crise majeure sur les plans social, politique, économique et sécuritaire.*

Nous, membres de la Plate forme Haïti, nous sommes aujourd’hui impuissants face à une situation où la sécurité minimum des personnes n’est plus assurée, et où, désormais, elles doivent faire face à des violences incontrôlables qui se manifestent partout dans le pays et qui menacent leur vie.

Nous restons en contact avec nos amis d’Haïti, nos sœurs et nos frères, qui malgré tous ces dangers, poursuivent leur travail comme porteurs d’espoir et cherchent à œuvrer pour que des pistes collectives et partagées au sein du peuple haïtien puissent être trouvées pour sortir de cette crise.

À l’occasion de l’Assemblée Générale de la Fédération Protestante d’Haïti [qui vient de se tenir le mardi 14 juin], *nous invitons les paroisses à dédier, lors du culte du dimanche le plus proche, une partie de leurs prières d’intercession pour ce peuple, confronté à nouveau à des épreuves terribles afin de le soutenir dans sa recherche d’unité, de paix et de démocratie.* »

Le Défap et la Plateforme Haïti

La Plateforme Haïti de la Fédération Protestante de France est actuellement présidée par le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

• la **Mission Biblique**

• le **Service protestant de mission – Défap**

• la **fondation La Cause**

• le **SEL (Service d'Entraide et de Liaison)**

• **ADRA-France**

• l'**Église du Nazaréen**

Passage de relais à la tête de la FPF

Les domaines d'intervention de la Communion protestante luthéro-réformée, instance de coordination des Églises protestantes de France pour des questions comme la formation permanente des pasteurs ou la mission, intéressent aussi directement le Défap, et des stages sont régulièrement organisés en commun. L'occasion de faire le point sur la CPLR et les relations avec le Défap.

Défap et CPLR : une relation

au service de la mission

Les domaines d’intervention de la Communion protestante luthéro-réformée, instance de coordination des Églises protestantes de France pour des questions comme la formation permanente des pasteurs ou la mission, intéressent aussi directement le Défap, et des stages sont régulièrement organisés en commun. L’occasion de faire le point sur la CPLR et les relations avec le Défap.

Go to Arago : un stage interculturel sur la question des guérisons

Jusqu’au 17 juin 2022 se déroule au Défap la session retour du stage interculturel France-Togo organisé par la CPLR. Aperçu des échanges et témoignages sur ce stage qui associe 24 pasteurs des deux pays, sur le thème : « Miracles et guérisons, regards et enseignements ».



Participants du stage interculturel se retrouvant par petits groupes dans le jardin du Défap, au premier jour de cette session 2022 © Défap

L’ambiance est studieuse mais détendue. En ce jeudi 9 juin 2022, Franck Agbi Awume, professeur en Nouveau Testament à la Faculté d’Atakpamé, au Togo, aborde diverses situations dans lesquelles la maladie est évoquée dans les textes bibliques. Ainsi que les guérisons. Le propos s’étend rapidement aux pratiques dans les Églises : comment les malades y sont-ils perçus, accueillis, indépendamment de leur prise en charge médicale ? Comment peut réagir un pasteur face à des demandes explicites de prières de guérison – notamment dans un contexte qui pousse à voir la maladie en premier lieu comme d’origine spirituelle, comme la manifestation physique d’une influence mauvaise ? Faut-il à tout prix prier pour la guérison, ou accompagner ? Jésus, souligne-t-il en revenant aux Évangiles, ne faisait pas que guérir, il ne faisait pas que montrer la

toute-puissance de Dieu : il compatissait à la douleur des malades, il participait à leur souffrance avant même d'intervenir.



Participants du stage interculturel réunis dans la chapelle du Défap, au premier jour de cette session 2022 © Défap

Nous sommes dans la chapelle du Défap et le public est constitué de 24 pasteurs, français et togolais. Les questions ou anecdotes qui émergent à l'issue de l'intervention témoignent toutes de préoccupations bien concrètes : nous sommes au cœur des problèmes quotidiens de la pratique pastorale. Un participant évoque son malaise devant l'insistance de paroissiens qui viennent pour exiger une guérison. Un autre repart de la question posée par les disciples de Jésus, dans Jean 9, sur l'aveugle de naissance : qui a péché, lui ou ses parents ? Cette théologie de la rétribution qui a tendance à culpabiliser les malades est très répandue, souligne-t-il, y compris sur le sol européen. « Il y

a une donnée anthropologique de base, remarque pour sa part la pasteure Natacha Cros-Ancey, l'une des organisatrices du stage : tout être humain malade a tendance à se sentir maudit. Ça interroge la pratique pastorale : qu'est-ce qu'on demande à Dieu en présence d'un malade : la guérison ? La force ? »

Une question difficile pour toutes les Églises



Photo de groupe de quelques-uns des participants © Défap

Le thème de cette session, consacrée aux miracles et aux guérisons, avait été choisi par les participants eux-mêmes à l'issue de leur premier stage interculturel organisé en 2019 à Kpalimé, au Togo. Cette première rencontre était consacrée à l'accompagnement pastoral des familles, mais la question de la maladie avait déjà émergé lors des échanges. Et les participants avaient éprouvé le besoin d'y revenir pour mieux cerner les convergences et les différences sur ce thème d'un pays à l'autre. D'où cette décision d'étudier plus avant un sujet difficile et pourtant bien présent dans toutes les Églises. Avec à la fois des apports bibliques et théoriques, et des témoignages. Parmi les intervenants, on trouve ainsi Corina Combet Galand, bibliste et ancienne professeur en Nouveau Testament à l'Institut Protestant de Théologie de Paris ; la bibliste Christine Prieto ; Franck Agbi Awume ; Frédéric Chavel, professeur à l'Institut Protestant de

Théologie à Paris… Mais aussi des acteurs familiers du domaine médico-social : Victor Azdra, aumônier des établissements sanitaires et médicaux-sociaux ; Jonathan Ahovi, pédopsychiatre ; Célin Nzambe, médecin congolais…

Si le sujet est difficile, la mise en place de cette nouvelle rencontre, très attendue, ne l'a pas été moins : car entretemps, la pandémie est venue bloquer les frontières ; et les contraintes sanitaires ont largement retardé la réunion des 24 pasteurs français et togolais. Ce que Natacha Cros-Ancey n'a pas manqué de souligner dès le premier jour de ce stage, en accueillant les participants au 102 boulevard Arago : « il a fallu patience et persévérance ». Mais les échanges sont à la hauteur de l'attente. Ils permettent de comparer les pratiques et les approches spirituelles qui les sous-tendent, très différentes selon les contextes. Mais il en ressort aussi que les défis qui se posent dans les Églises au Togo ou en France ne sont pas forcément si éloignés. Quels que soient le pays et le contexte culturel, l'irruption de la maladie interroge la foi du malade, de ses proches et de l'Église elle-même.

Retrouvez ci-dessous quelques témoignages sur ce stage CPLR-Défap :

Co-animateur de la CPLR, Ulrich Weinhold revient sur l'organisation de cette session retour de l'échange interculturel entre pasteurs français et togolais.

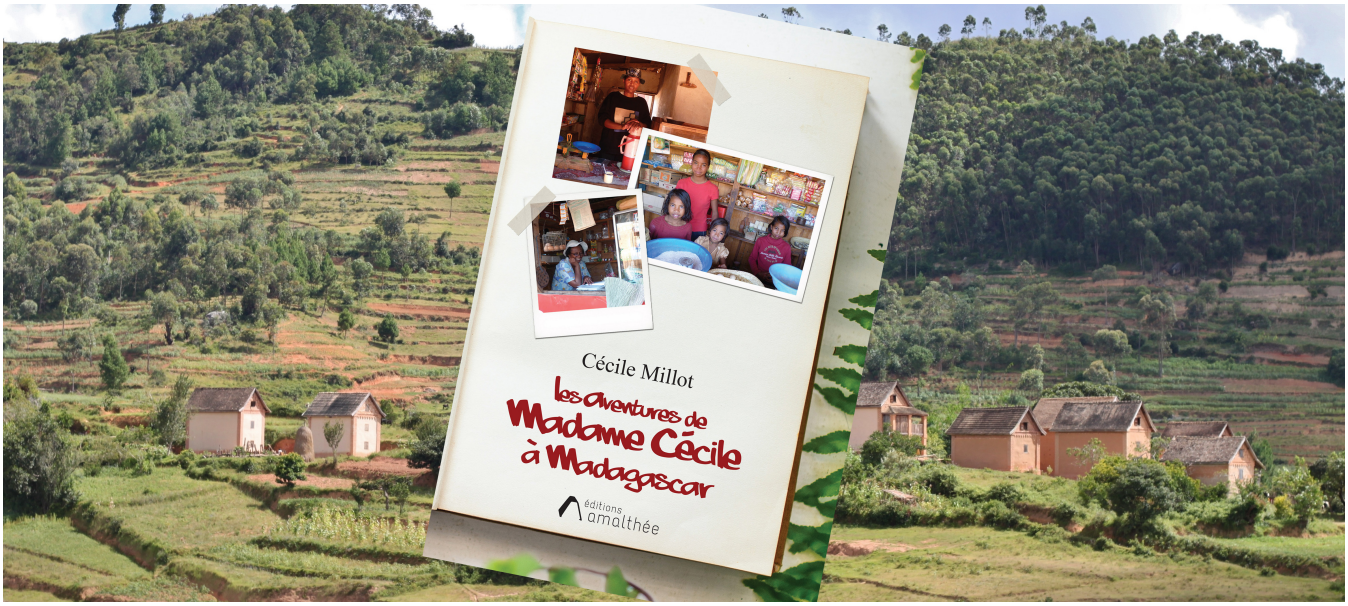
Témoignage du pasteur Ohini Kodjo Delasee. Cette question de la guérison, souligne-t-il, sera perçue de manière différente dans les pays, mais avec toutefois un point commun essentiel : quel que soit le contexte, il ne peut être légitime de s’arroger le pouvoir de guérir.

Pour le pasteur Arnaud Lépine-Lassagne, les différences d’approche sur le thème des « miracles et guérisons », qui sont au cœur de ce stage interculturel, tiennent beaucoup plus à la manière dont les uns et les autres vivent leur foi, qu’au pays dans lequel ils vivent. « Je grandis beaucoup dans mon expérience de foi », souligne-t-il.

Témoignage du pasteur Daniel Bernhardt : ce thème de la guérison, souligne-t-il, était déjà sorti lors des échanges pendant la précédente session, qui s’était déroulée en 2019 au Togo. Et les participants avaient éprouvé le besoin d’y revenir pour mieux cerner les convergences et les différences sur ce thème d’un pays à l’autre. « C’est une autre manière de vivre les choses (…) et en même temps, on sent cette humanité profonde qui nous anime tous ».

Madame Cécile : l’odyssée d’une envoyée du Défap à Madagascar

À travers ce livre, publié aux éditions Amalthée, Cécile Millot, envoyée du Défap à Madagascar entre 2010 et 2013, pose un regard à la fois lucide et bienveillant sur la société malgache. Un témoignage qui s’inspire d’un vécu et d’un blog, celui qu’elle a tenu régulièrement durant les trois ans de sa mission sur place. Consciente de ne pas pouvoir expliquer un pays qu’elle ne connaît que si superficiellement, elle y raconte, par petites touches, au quotidien, les surprises et les malentendus dus à la différence de niveau de vie et de culture.



Les aventures de Madame Cécile à Madagascar © éditions Amalthée

Tous les envoyés du Défap ont un roman à raconter. Partir voir ce qu'il y a de l'autre côté de la planète, et en revenir, c'est un sacré déplacement. Ça oblige à considérer d'un regard neuf tout ce que l'on a vécu auparavant, et à interroger tout ce que l'on peut avoir de certitudes sur le monde. Nul n'en revient indemne : les échanges, ça vous change. Et c'est valable aussi pour les boursiers, les enseignants engagés dans un échange entre universités du Nord et du Sud ; et même encore pour tous les groupes qui peuvent avoir l'occasion de se croiser au Défap, un lieu carrefour que Gilles Vidal, doyen de la faculté de théologie de Montpellier (IPT Montpellier) décrivait ainsi en mars 2019 lors d'une rencontre consacrée aux « fruits du Défap » : « Où puis-je, dans la même journée, croiser la Ministre de l'Éducation du Togo, le fils d'un ancien missionnaire de Nouvelle-Calédonie, un pasteur du Sud-Ouest (dont la mère est née au Lesotho), une femme pasteur hongroise, un professeur d'histoire cévenol ? Au 102 Bd Arago ! »

Oui, tous les envoyés du Défap ont un roman à raconter… mais tous ne le font pas. Et c'est ce qui fait l'intérêt d'un tel témoignage lorsqu'il sort en librairie. À travers les **aventures et mésaventures de Madame Cécile**, ce sont des

moments clés de la vie de tout envoyé au cours de sa mission qui sont mis en mots et en images. D’une plume alerte, parfois incisive, jamais cruelle, qui pointe les joies et les déceptions, les promesses et les difficultés de la rencontre par-delà les barrières des cultures, les méfiances et les murs érigés par l’histoire et les inégalités économiques… Tous ceux qui ont vécu à Madagascar reconnaîtront certaines de ces anecdotes, entre humour, entraide, débrouille et fatalisme. Comme ce moment où, prenant son poste d’enseignante de français, Madame Cécile découvre la salle informatique et le labo de langues. Il y a donc de l’électricité pour alimenter tout ça ? Bien sûr, il y en a… mais pas de manière continue. Alors que fait-on en cas de coupure – cas fréquent, et qui dure des heures ? Il y a des générateurs… mais entre absence du personnel et prix du gazole, rien ne garantit qu’ils seront lancés au bon moment. D’où l’on conclut qu’en cas d’utilisation de la salle informatique, il y aura de l’électricité, oui… mais on ne sait pas vraiment quand.



Cécile Millot présentant son récit de voyage lors des journées Portes Ouvertes du Cinquantenaire du Défap © Défap

Madame Cécile, c'est elle : la voici présentant son récit de voyage lors des journées Portes Ouvertes du Cinquantenaire du Défap. L'ouvrage était alors à peu près achevé, mais pas encore édité. Madame Cécile avait partagé la vedette avec Manior, alias Romain Choisnet, lui aussi ancien envoyé du Défap, et venu présenter **la bande dessinée qu'il avait réalisée sur son aventure camerounaise**. Là encore, il s'agissait d'une manière décalée de présenter une odyssée individuelle révélatrice de ce que vivent les envoyés du Défap, lorsqu'ils se retrouvent en immersion dans un contexte complètement différent de celui qu'ils connaissaient en France : pour le vivre, il vaut mieux être bien préparé – d'où l'importance de la formation avant le départ dispensée par le Défap…

Avant son odyssée malgache, Cécile Millot, de son nom complet, était plus familière de Goethe que de l'enseignement du français. Si elle avait découvert d'autres pays à l'occasion de voyages, c'était bien des années auparavant, et sur un autre continent : en Inde, pour être précis. Madagascar était pour elle une expérience totalement nouvelle. « J'ai vécu une aventure que peu de gens ont la chance de vivre, raconte-t-elle : j'ai passé trois ans à Madagascar, pour enseigner le français langue étrangère dans une école de formation des instituteurs. Ce travail était passionnant. Je vivais seule dans une petite ville, où il n'y a pas eu d'électricité pendant un an, et où il n'y avait pas d'autres étrangers que moi. Je n'avais pas le choix, je me suis glissée dans la vie quotidienne des Malgaches. Je suis allée à leur rencontre avec bienveillance, et je me suis fait accepter. »

Dans le cas de Madame Cécile, comme dans le cas de Manior, avant le livre, il y a eu un journal de bord : un blog, qu'elle a tenu régulièrement pendant ses trois ans passés sur la Grande Île. C'est ce journal de bord qui a donné à Cécile

Millot la matière, retravaillée, du livre publié aujourd'hui aux éditions Amalthée. Et pour aller plus loin dans la découverte des richesses et des difficultés des échanges, vous pouvez aussi retrouver les **témoignages d'envoyés et de boursiers publiés sur le site du Défap** à l'occasion du Cinquantenaire du Service protestant de mission.

Cécile Millot
Les aventures de madame Cécile à Madagascar
Éditions Amalthée
À partir de 9,99€

Le Défap au musée du Vivarais Protestant

Du 26 juin au 8 septembre 2022, le Défap s'installe au musée du Vivarais Protestant. À découvrir sur place : une exposition sur le Service protestant de mission et son histoire, mais aussi des jeux pour permettre aux enfants de le découvrir de manière ludique ; et pour les petits comme pour les plus grands, un jeu de plateau pour s'aventurer à l'intérieur du Défap et en dévoiler tous les secrets…



Et si vous vous laissiez tenter par une partie d'escape game ?
© Défap

L'année 2021, c'était, pour le Défap, l'année du cinquantenaire : 50 ans d'existence pour une structure créée fin octobre 1971 et directement issue de la Société des missions évangéliques de Paris. L'occasion de revenir sur les évolutions du Défap et ses adaptations à un monde de plus en plus changeant tout au long de ce demi-siècle ; l'occasion aussi de le présenter d'une manière inédite pour des publics peu sensibilisés aux questions liées à la mission… De cette année de célébration sont restées des réalisations qui

permettent de mieux s’approprier l’histoire des missions protestantes d’hier et d’aujourd’hui, et de comprendre la place particulière qu’y tient le Défap.

Tout au long de l’été, vous pourrez en retrouver certaines au musée du Vivarais Protestant – l’un des lieux emblématiques de la mémoire protestante en France, puisqu’il a été installé dans la maison natale de Pierre et Marie Durand : Pierre, restaurateur des églises réformées en Vivarais, fut pendu à Montpellier pour avoir contrevenu aux ordres du roi ; quant à Marie Durand, sa sœur, elle fut emprisonnée et refusa d’abdiquer sa foi durant 38 ans à la Tour de Constance.



Le Défap expliqué aux plus jeunes : parcours de découverte à travers la « mini-maison » du Défap © Défap

L’histoire du Défap est elle aussi riche d’engagements et de défis. Vous pourrez le découvrir à travers l’exposition réalisée à l’occasion de son cinquantenaire, et qui y sera visible tout au long de l’été. Une version web, **disponible ici**, vous en donnera déjà un aperçu. Mais au-delà de

l’histoire, vous pourrez aussi vous familiariser avec les enjeux actuels du Défap, et même vous glisser dans la peau d’envoyés sur le point de partir sur leur lieu de mission : pour les jeunes cherchant un engagement, ou simplement curieux et intéressés par la mission aujourd’hui, un jeu de plateau **escape game** sera disponible pour explorer le Défap tout en s’amusant. Il y aura également un livret de jeux pour les enfants pour qu’ils puissent, eux aussi, le découvrir de manière ludique.



Un jeu pour explorer le Défap © Défap

Cette exposition et ces jeux seront disponibles du 26 juin au 8 septembre ; voici les horaires d’ouverture du musée pendant l’été :

- Le 26 juin lors de la fête annuelle du musée
- Du 1er juillet au 31 août : 10h-18h tous les jours sauf le dimanche (14h-18h)
- Du 1er au 8 septembre : 14h-18h tous les jours sauf le lundi (fermeture)

Naissance d’un nouvel Institut d’Histoire des Missions

Rattaché à l’unité de recherche religion, culture et société de l’Institut Catholique de Paris, ce nouvel organisme, dont le Défap est l’un des partenaires, a vu officiellement le jour le 30 mai.



Le père Jean Hirigoyen au Vietnam © IRFA

La photographie illustrant le lancement de l'IHM est des plus typiques : un cliché en noir et blanc pris dans les années 60, et qui montre un missionnaire habillé de blanc dans une salle de classe. Nous sommes bien dans l'histoire : ce missionnaire, c'était le père Jean Dominique Hirigoyen, né en 1933 à Hasparren, dans les Pyrénées-Atlantiques, et parti en mission pendant une dizaine d'années, à partir de 1959, au Sud-Vietnam. On pourrait trouver des photographies très similaires dans les archives du Défap. Mais si le Défap, à travers les archives de la SMEP que recèle sa bibliothèque, est un lieu de référence pour l'histoire des missions protestantes francophones, il faut bien reconnaître que les missions catholiques ont une dimension historique incomparable : quand l'histoire de la Société des Missions Évangéliques de Paris remonte à 1822, du côté catholique les Missions Étrangères de Paris peuvent revendiquer 360 ans d'histoire. Et elles sont allées dans des pays plus nombreux et plus lointains, notamment en Asie avec des pays comme la Thaïlande, le Vietnam, la Chine, le Cambodge…

Pourtant, jusqu'à présent, l'histoire missionnaire est souvent demeurée morcelée, étudiée soit dans le contexte catholique,

soit dans le contexte protestant. L'Institut d'Histoire des Missions qui vient de voir le jour, rattaché à l'unité de recherche religion, culture et société de l'Institut Catholique de Paris, devrait précisément permettre d'avoir une vision plus globale de l'histoire missionnaire.

Le projet se veut résolument œcuménique : il associe une bonne vingtaine de partenaires qui vont très au-delà du monde catholique, et dont le Défap fait partie aux côtés de l'Institut Protestant de Théologie, de l'AFOM, de l'Institut pour l'étude des religions et le dialogue interreligieux… Il se veut aussi centré sur les travaux de recherche, avec divers projets annoncés comme un séminaire permanent de recherche ouvert aux étudiants, doctorants et universitaires spécialistes de l'histoire des missions, des journées d'étude, colloques et projets éditoriaux, des bourses de recherche… Reste que le lancement de ce tout nouvel Institut d'Histoire des Missions s'inscrit aussi dans un contexte qui met clairement en avant l'élan missionnaire chez les catholiques, avec un mois de mai marqué par la canonisation de Charles de Foucauld et la béatification de Pauline Jaricot.

« Questionner ce qu'est la mission »

Ce sont ces deux versants assez différents qui sont ressortis le 30 mai, lors de la soirée marquant l'acte de naissance officiel de ce nouvel organisme, qui a eu lieu à l'Institut Catholique de Paris. Avec un programme associant Monseigneur Emmanuel Petit, Recteur de l'ICP, des messages du cardinal Tagle, Préfet de la Congrégation pour l'Évangélisation des peuples, et du Père Ioan Sauca, Secrétaire général du Conseil Œcuménique des Églises ; une intervention du Père Vincent Holzer, Vice-Recteur à la Recherche ; une présentation de cet Institut d'Histoire des Missions par Catherine Marin, Déléguée Scientifique, et du programme d'activité de ce nouvel organisme par son Directeur, le dominicain Gilles Berceville… Les partenaires scientifiques du projet étaient représentés par Gilles Vidal pour l'AFOM (Association francophone

œcuménique de missiologie), Marie-Alpais Dumoulin pour l'IRFA (Institut de recherche France-Asie), Philippe Roy-Lysencourt pour le CEMI (Centre d'Études Marie-de-l'Incarnation) ou encore Bernadette Truchet pour le CREDIC (Centre de recherches et d'échanges sur la diffusion et l'inculturation du christianisme).

Ce nouvel Institut d'Histoire des Missions se veut avant tout un outil pour « développer un réseau de recherche académique, internationale, interdisciplinaire et œcuménique autour de l'acte missionnaire chrétien ». Il vise également à faciliter, soutenir et favoriser les échanges entre chercheurs dans ce domaine. Comme le souligne le Père Vincent Holzer dans sa présentation, « ayant profondément façonné les sociétés et les cultures dans lesquelles il s'est inscrit, l'élan missionnaire est en soi un objet des plus complexes. Il appelle impérieusement le concours de disciplines diverses », qui « peuvent concourir à une compréhension ajustée de l'acte missionnaire, de ses élans initiaux, de ses formes de réalisation, des résistances qu'il suscita, des douleurs qu'il engendra et des promesses qu'il contient ». Pour autant, à cet objectif affiché d'envisager la mission et son histoire comme objet d'étude se mêlent aussi des préoccupations très actuelle qui concernent toutes les Églises – y compris l'Église catholique – à savoir : comment renouveler le témoignage chrétien dans une société de plus en plus sécularisée ?

Pour le Père Berceville, la réflexion sur le passé est ainsi une condition nécessaire pour « imaginer la mission d'aujourd'hui et de demain ». Et les travaux de recherche du nouvel institut doivent aussi permettre de « questionner ce qu'est la mission, grâce à l'étude critique de l'histoire des missions, qui n'est ni une justification ni une épopée ». Pas question donc d'en occulter les versants les plus polémiques, comme le lien entre la diffusion de l'Évangile et la violence, en Amérique latine par exemple. Mais il s'agira aussi de sortir des clichés sur les missionnaires blancs envoyés au

bout du monde, en montrant toute la diversité qu'a pu prendre et que prend encore la mission. Par exemple lorsque la France devient nouvelle terre de mission pour des Églises héritières de ces travaux missionnaires…

Rencontre avec le président de l'Union des Églises Baptistes du Cameroun

Le pasteur Ernest Edoube est Président Général de l'Union des Églises Baptistes du Cameroun (UEBC) depuis le 17 mai 2020, suite au décès du pasteur Frédéric Ngaka Epounde. De passage en France et au Défap, il revient sur les enjeux et défis de son Église, les relations ecclésiales au Cameroun, ainsi que sur les liens avec le Service protestant de mission ; il évoque aussi la manière dont il perçoit, à l'occasion de cette première visite à Paris, les enjeux des Églises en France.



Le président de l'Union des Églises Baptistes du Cameroun, le pasteur Ernest Edoube © Défap

Que diriez-vous de la situation actuelle de l'UEBC et de ses projets ?

Pasteur Ernest Edoube : L'UEBC a connu des secousses après la disparition brutale de son président en mai 2020 ; et le contexte général de pandémie de Covid-19 n'a fait que renforcer les difficultés. Au niveau de la direction de l'Église, il a fallu du temps pour pouvoir, en dépit de la pandémie, renouer les relations avec les partenaires étrangers : ce n'est que tout récemment que j'ai pu me rendre à Leipzig, venir à Paris pour y rencontrer les communautés camerounaises de France, assister à la rencontre de la Fédération baptiste…

Ces difficultés sanitaires ont aussi eu un impact direct sur les efforts de formation et de remise à niveau du corps pastoral ; elles ont eu des effets sur la gestion de la vie

des communautés dans les villes comme dans les campagnes, ces dernières ayant peu de capacités pour rebondir et surmonter la crise… Mais petit à petit, ces problèmes d'encadrement se résorbent, même s'il faudra un appui de la part de la direction de l'Église pour que cet élan soit maintenu. Le principal problème qui se pose aujourd'hui dans les grandes villes, c'est le manque de ministères spécialisés – par exemple, pour encadrer les jeunes. À ceci s'ajoute la transition générationnelle que connaît aujourd'hui notre Église : nous devons faire des efforts pour reconnecter notre Église avec le fonctionnement actuel de la société camerounaise, tout en gardant le lien avec les structures ancestrales qui soutiennent l'épanouissement du témoignage chrétien au sein de notre population. Il nous faut trouver comment adapter le témoignage de notre Église à notre ère.

Enfin, les difficultés de gestion des œuvres médicales et scolaires nécessitent encore de gros efforts pour trouver un équilibre.

Comment vous situez-vous dans le paysage religieux camerounais ?

Il y a aujourd'hui au Cameroun toute une pléiade d'Églises protestantes. Certaines ont une histoire qui remonte aux missions venue d'Angleterre, d'Allemagne, de Finlande ou plus récemment d'Amérique ; et nous nous retrouvons, au sein de toute cette diversité, dans une même grande famille qui est le Conseil des Églises protestantes du Cameroun (CEPCA). C'est une structure qui connaît des évolutions régulières : elle a ainsi accueilli récemment un tout nouveau membre, la Full Gospel Mission, ce qui témoigne de son ouverture sur les réalités spirituelles du Cameroun. Le CEPCA montre ainsi qu'il est prêt à accueillir des communautés chrétiennes qui sont implantées et reconnues au Cameroun, qui ont montré leur capacité à s'enraciner et à encadrer correctement le peuple de Dieu sur le plan chrétien.

Au sein de cette multitude d'Églises, nous, l'Union des Églises Baptistes du Cameroun, conservons une plus grande proximité avec l'Église Évangélique du Cameroun ainsi qu'avec les missions de Bâle ou de Paris, où se situent nos origines.

Quelles sont vos attentes vis-à-vis du Défap et de la Cevaa ?

Nous devons accroître nos relations dans les domaines médical et scolaire, ainsi que dans les échanges de personnes. Dans ce dernier domaine en particulier, nous ressentons aujourd'hui une présence insuffisante de l'UEBC : les échanges sont un enrichissement. Il y a un vieux dicton africain qui dit que le voyage est une grande école… Je tiens par ailleurs à remercier tout particulièrement le Défap pour le soutien au Révérend Docteur Oumarou Sali pendant ses recherches en France.

Nous avons aussi besoin de soutien en ce qui concerne la formation théologique. Le personnel d'encadrement a besoin d'être plus nombreux et plus formé. C'est également le cas au niveau des bibliothèques. Enfin, notre œuvre médicale a besoin d'être restructurée. Ce qui implique des besoins de soutien sur le plan technique, matériel, mais aussi sur le plan du personnel, notamment en termes de gestion. Trois centres en particulier concentrent aujourd'hui notre attention : l'hôpital protestant de Bonabéri, celui de Nkoteng, ainsi que la région de Bonépoupa, insuffisamment desservie sur le plan médical : dans ce secteur, il n'est pas rare que des futures mères accouchent sur la route de l'hôpital, faute de moyens de transport adaptés ou d'un hôpital suffisamment proche. Je viens également de nommer un médecin chef par intérim à la tête de l'hôpital Émilie Saker, à Douala – un médecin colonel, qui par son expérience pourra nous aider à revisiter le plateau technique et à revoir le mode de fonctionnement de l'hôpital.

Cet effort de restructuration va être bientôt prolongé par l'organisation de journées consacrées aux œuvres de l'Église, tant médicale que scolaire : il s'agira de rassembler les

enseignants pour réfléchir aux orientations essentielles de l'œuvre scolaire, de permettre aux médecins d'être plus impliqués dans la gestion et l'orientation de l'œuvre médicale… Notre but est que les œuvres soient pleinement soutenues par les communautés ; que les membres du personnel présents dans l'Église puissent être pleinement intégrés dans la vie de notre œuvre, et en devenir les avocats, voire les gestionnaires.

Que pourriez-vous dire aux Églises de France en termes de mission ?

Il me paraît important de développer des stratégies pour intéresser la population à la marche dans l'Évangile. La plupart du temps, ce qui éloigne les fidèles de leur communauté, c'est qu'elles ne semblent plus répondre à leurs interrogations les plus essentielles, les plus profondes. Il y a un travail à faire en matière d'analyse de l'environnement afin de trouver les meilleures manières de toucher à nouveau ceux qui se sont éloignés, ou d'atteindre de nouvelles brebis pour le Seigneur. Cela m'évoque le contexte de l'Église catholique lors de la Réformation : pendant que se développaient les communautés protestantes, Ignace de Loyola a cherché à développer des arguments propres à répondre aux questionnements des fidèles de l'Église catholique. Il nous faut aussi être humbles et confiants, sachant que, quoi que nous fassions, Dieu est au-dessus : il ne nous revient pas de décider quels doivent être les résultats de nos efforts. C'est Dieu qui fait croître. Mais notre responsabilité, c'est de nous mettre en marche. Et de former le peuple de Dieu, de l'encadrer au mieux de nos capacités, de l'aider à s'épanouir.

Comment voyez-vous les relations, sur le plan missionnaire, entre les Églises de France, et les Églises camerounaises implantées en France ?

Si je suis en France, c'est notamment pour avoir une meilleure connaissance de nos diverses communautés. Il me paraît

essentiel que ces Église naissantes et les Églises de France puissent avoir un vécu harmonieux. Il ne doit pas y avoir de bris dans le processus d'évangélisation, étant entendu que toutes portent la même mission. Les Églises ne doivent pas être concurrentes, mais partenaires. Comme l'a dit le Seigneur Jésus : celui qui n'assemble pas avec moi disperse (Matthieu 12:30). Par ailleurs, cette présence de nos communautés en France peut nous aider, grâce au Défap, à faciliter nos échanges avec les Églises de France.

Sacha et le Sénégal : « C'était dur et exceptionnel en même temps »

Sacha a été service civique pendant sept mois au Sénégal, comme volontaire du Défap. Sa mission s'inscrivait dans un projet d'appui à la santé communautaire au centre de santé Darvari de l'ELS (l'Église Luthérienne du Sénégal) à Fatick. Deux mois après son retour en France, il revient sur cette expérience et ce qu'elle lui a apporté.



Vue de Fatick, au Sénégal © Sacha pour Défap

Que retiens-tu de cette expérience au Sénégal en tant que service civique et envoyé du Défap ?

Sacha : Je suis rentré en France au cours de la deuxième moitié du mois de mars, avec l'impression d'avoir vécu une expérience incroyable. Il faut savoir s'adapter, laisser derrière soi tout ce que l'on connaissait en France ; découvrir une manière de vivre et une culture que l'on n'envisageait absolument pas. Sept mois sur place, ça permet de découvrir beaucoup de choses ; et ça m'a permis aussi de me découvrir moi-même. C'est d'ailleurs seulement maintenant, deux mois après mon retour, que je me rends vraiment compte que cette mission de service civique a représenté une étape dans ma vie.

Quel était le cadre de ta mission ?

Sacha : Je donnais des soins de santé dans un petit dispensaire à 10 km de la ville de Fatick. C'est une structure située en pleine brousse, mais dont dépendent plusieurs milliers de patients. Je travaillais avec une infirmière, Monique ; les relations ont été dès le début très faciles. Avec elle, j'ai énormément appris, en matière de soins de santé, mais aussi pour tout ce qui concerne le bon usage des ressources. J'ai eu à faire beaucoup de soins divers, y compris des accouchements dans le dispensaire. Il faut utiliser au mieux ce qui est disponible sur place. Ne rien gaspiller. Ne pas se fier à ce que l'on a pu apprendre en France et qui suppose souvent un matériel bien plus important.



Sur le plan personnel, qu’est-ce qui t’a le plus marqué ?

Sacha : Dans ce genre d’expérience, dans un contexte si différent, tout est marquant. Je me suis retrouvé d’emblée à vivre au sein d’une communauté, en étant tout seul issu de mon contexte français. Je me suis retrouvé sans aucun repère familier, obligé de tout réapprendre dans un contexte totalement différent. J’ai des souvenirs et des images qui m’ont marqué : le premier mariage auquel j’ai pu participer au Sénégal ; mais aussi, des journées à souffrir de la chaleur, à faire les mêmes gestes médicaux, une forme de routine, des difficultés à m’adapter physiquement… C’est à la fois très formateur et très dur. Se retrouver ainsi en vis-à-vis d’une communauté dont tous les repères sont différents ; sans famille et sans amis avec qui échanger ; découvrir des gens dont le rapport au monde et les priorités diffèrent complètement… Ça oblige à s’interroger sur ce qui est fondamental pour soi-même.

Quelles étaient les relations avec les patients ?

Sacha : Elles étaient très dépendantes de Monique. Les gens dont nous avions à nous occuper parlaient surtout wolof ou sérère, les langues les plus parlées dans cette région du Sénégal ; mais elles parlaient rarement français, et j'avais besoin que Monique fasse office de traductrice pour communiquer. Dans les villages et pendant les consultations c'était tout de même difficile. Il était plus facile de communiquer en français en ville.

Comment vois-tu ta mission ? Quelle image en avais-tu à ton départ de France, et quelle image en as-tu aujourd'hui ?

Sacha :À mon retour en France, j'ai eu tendance à reprendre tout de suite mes habitudes : c'était comme si j'avais été absent deux semaines. Il m'a fallu du temps pour réaliser tout ce que cette expérience m'avait vraiment apporté. Cette étape de ma vie m'a permis de découvrir une forme de liberté que je ne connaissais pas. C'était dur et exceptionnel en même temps. En France, il faut se plier à des contraintes sociales, trouver un travail ; ce que j'ai vécu m'a obligé à me plier à une autre façon de vivre, une autre culture. Plus tard, j'aimerais repartir pour une autre mission.

« La mission de l'Église est de monter franchement dans la barque »

Dans son message d'ouverture du dixième Synode national

de l’Église protestante unie de France, la pasteure Emmanuelle Seyboldt, revenant sur les défis auxquels les Églises et la société dans son ensemble sont confrontés – sécularisation, perte de crédibilité des institutions, érosion des structures sociales par la mondialisation – a voulu transmettre un message d’espérance. Une perspective qui devrait se retrouver dans les deux documents qui seront proposés au débat, puis au vote : la Charte pour une Église de témoins, et les objectifs stratégiques.



Emmanuelle Seyboldt au synode national de l’EPUdF à Mazamet © EPUdF

Les protestants en France, entend-on parfois du côté des sociologues, c’est, en gros, 3% de la population ; soit environ 2 millions de personnes. Une minorité, donc. Qui plus est, traversée de nombreuses lignes de failles, qu’elles soient sociologiques ou théologiques ; avec des préoccupations très diverses, des manières de prier, d’exprimer leur foi, de concevoir leur rapport à la société, qui diffèrent beaucoup d’une Église à une autre. Certaines sont de très petites communautés ; d’autres comptent des centaines de milliers de fidèles. À ce titre, l’Église protestante unie de France, née en 2012 de l’union de l’Église réformée de France et de

l'Église évangélique luthérienne de France, est numériquement la plus importante, avec environ un millier d'Églises locales et 250.000 membres. Son synode national, qui se tient à Mazamet jusqu'au dimanche 29 mai, suscite l'intérêt au-delà du milieu de protestantisme ; **La Croix lui a consacré un article** et **la radio RCF** une émission spéciale – et elle couvre l'événement en direct. Il faut dire que les enjeux des débats sont cruciaux : « Mission de l'Église et ministères ». Un titre qui entre en forte résonance avec les préoccupations du Défap ; d'autant que le thème de la mission est aussi présent, au même moment, bien que de manière peut-être moins appuyée, au synode d'une autre Église membre du Service protestant de mission : l'Unepref.

Si le thème est aussi fondamental, c'est parce que la société évolue à marche forcée, poussant dans leurs retranchements des protestants luthéro-réformés traditionnellement discrets dans leur manière de témoigner de leur foi. Et qui peuvent se sentir bousculés par la croissance d'Églises évangéliques plus confessantes. Dans une société française fortement sécularisée, où les Églises sont globalement en perte d'influence, les sociologues notent une érosion du nombre de ceux qui se revendiquent d'une appartenance ecclésiale, avec l'apparition de phénomènes opposés. Il y a d'un côté ceux que ces mêmes sociologues baptisent les « non-vertis » : des personnes qui ont été socialisées dans une religion, et qui la quittent (par opposition au terme de convertis). Ainsi en France, seuls 26% des jeunes adultes se déclarent chrétiens. Mais parallèlement à cet affaiblissement de l'appartenance institutionnelle, à cette baisse d'influence de la régulation institutionnelle, sociale par la religion, on note une explosion de la religiosité. Conséquence paradoxale : se dire chrétien aujourd'hui, en Europe et en France, c'est une posture qui se fait plus rare… mais qui est plus assumée. Une tendance que le sociologue Jean-Paul Willaime décrit comme une forme « d'évangélicalisation sociologique du christianisme »… et partiellement détachée des institutions, puisqu'il note

parallèlement « une certaine transconfessionnalisation du christianisme : des hybridations réciproques, l'émergence d'un christianisme transconfessionnel, qui cherche à dépasser le christianisme institutionnel à travers un christianisme plus personnel ».

« En tous temps et en tous lieux, les chrétiens se demandent comment vivre et témoigner de Jésus-Christ »



Le synode national de l'EPUdF à Mazamet © EPUdF

Comment peut se positionner une Église comme l'EPUdF ? Comme n'a pas manqué de souligner la présidente du Conseil national de l'EPUdF, Emmanuelle Seyboldt, dans son message d'ouverture à Mazamet, les défis ne sont pas forcément aussi nouveaux qu'ils le paraissent. Revenant sur un autre synode national qui s'était tenu également à Mazamet, celui de l'Église réformée de France, en 1947, elle a cité Marc Boegner qui évoquait alors le manque de pasteurs, l'inégalité de répartition des paroisses vacantes « au risque d'une rupture de solidarité entre les régions », la « désertion du culte, en particulier dans de nombreuses paroisses de campagne ». Et le même Marc Boegner soulignait : » Notre Église souffre d'une hémorragie à quoi nous n'avons pas encore trouvé le remède.

Cependant, Messieurs, d'autres signes, non moins visibles, parlent d'une vie qui résiste à l'assaut des forces de mort, d'une Église qui reprend peu à peu conscience de sa vraie vocation et de la seule force qui peut l'aider à y être fidèle ».

Un peu plus loin dans son message d'ouverture, Emmanuelle Seyboldt poursuit : « En tous temps et en tous lieux, les chrétiens se demandent comment vivre et témoigner de Jésus-Christ. Chaque époque présente des défis particuliers, des dangers, des risques, des tentations aussi (…) Aujourd'hui, nous pouvons ajouter aussi quelques défis auxquels les Églises et finalement tous nos contemporains sont confrontés : la sécularisation, la perte de crédibilité des institutions et de la parole d'une manière générale, la fin de la transmission familiale, l'éclatement de la société en microbulles sous la pression de la mondialisation, la méfiance généralisée et bien sûr le défi écologique et les conversions qu'il suppose dans notre manière de vivre, et ses conséquences, notamment les déplacements de population à venir. Alors, quelle est la mission de l'Église aujourd'hui ? » Et citant la traversée du lac de Tibériade par Jésus et ses disciples relatée au chapitre 4 de l'Évangile de Marc, Emmanuelle Seyboldt conclut : « Peut-être qu'aujourd'hui la mission de l'Église est de monter franchement dans la barque et de passer sur l'autre rive, dans le chaos du monde. Et comme ministres, on chercherait des hommes et des femmes de toutes sortes, venus de partout, qui n'ont pas le mal de mer et ne craignent pas la compagnie des vociférants. Je ne sais pas comment on pourrait appeler ces nouvelles formes de ministères, des colporteurs ou des témoins ? Pourtant je sais que c'est là que le Seigneur nous attend. »

Une perspective qui devrait se retrouver dans les deux documents qui seront proposés au débat, puis au vote : la Charte pour une Église de témoins, texte d'encouragement et de partage de convictions sur la mission de l'Église et les

ministères ; et les objectifs stratégiques, définissant de grands domaines de travail et d'orientations, à partir desquels des propositions concrètes feront l'objet de la suite de la consultation synodale (en 2023-2024). La Charte devrait s'organiser autour de quatre points : affirmer la vocation de témoins de celles et ceux qui vivent l'Église, dans la lignée de « l'Église de témoins » qu'appelait de ses voeux Laurent Schlumberger ; réaffirmer le besoin de la rencontre et du partage face aux risques de repli ; insister sur la joie de la vie en Christ ; rappeler que la mission est d'abord un projet de Dieu, dans lequel viennent s'inscrire les chrétiens. Quant aux objectifs stratégiques, ils devraient tourner également autour de quatre axes : l'approfondissement de la foi, la connaissance des besoins dans notre société, des projets de vie des paroisses plus centrés sur la mission, et une réflexion sur les ministères utiles pour atteindre de tels objectifs.

La mission en débat à l'EPUdF : le dossier

– *le PDF «Mission de l'Église et Ministères»*

– *la lettre d'accompagnement d'Emmanuelle Seyboldt*

L'avancée des réflexions au Défap

– *Le Défap et les «jeudis de la mission»*

– *Colloque du Défap : un moment charnière sur le chemin de la refondation*

– *Refonder la mission*

– *Vivre et Partager l'Évangile*

– *«La mission de partout vers partout : les temps sont-ils mûrs ?»*

– *Un défi à relever…*

– *«L'interculturalité est un voyage, et souvent, on ne voit pas le chemin»*

– *Une réflexion sur «les fruits du Défap»*

– *Les fruits de la mission*

– *«Être en mission est une grâce»*

– *«Une réflexion refondatrice» pour «une vision et une action renouvelées»*